

## Premiers résultats du sondage du Labo ESS 30 mars 2010

Mise en ligne début novembre au moment du lancement du site Internet du Labo ESS, le sondage sur l'identité et l'avenir de l'ESS a connu un vif succès. Près de 700 personnes y ont répondu à ce jour.

S'il convient d'être prudent quant à la portée et l'interprétation des résultats compte tenu de l'absence d'information sur l'identité des personnes sondées, le nombre et la stabilité des réponses obtenues sont suffisamment significatives pour les rendre publics et en tirer les premiers enseignements. Outre le nombre important de répondants, l'intérêt du sondage tient aussi à l'impossibilité de réponses multiples obligeant les sondés à exprimer ses choix exclusifs.

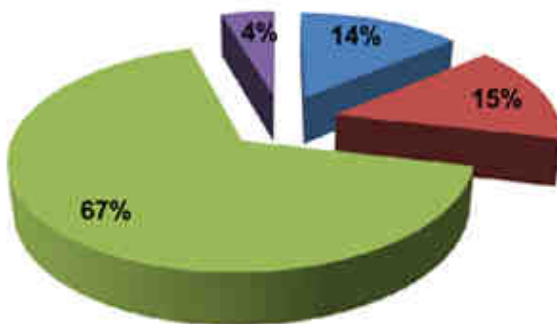


### **Ancrer l'ESS dans un projet de société pour faire face à la crise**

Plus de la moitié des sondés (55%) affirment que l'ESS est avant tout un projet de société (question 1). Bien que structurant, l'ESS ne saurait donc se concevoir seulement comme une autre manière d'entreprendre (27%), ni comme un tiers secteur d'utilité sociale (11%). La crise est sans doute passée par là. La seule défense d'un entrepreneur autrement sur le marché n'est plus à la hauteur des enjeux dès lors que les interrogations du moment portent sur la soutenabilité de notre modèle de développement. Ce résultat conforte les prises de positions du Labo sur la nécessité de faire évoluer les régulations économiques (encadrement et limites de la mise en concurrence, diversification des financements, réglementation et fiscalité, etc.) comme conditions à long terme de la performance micro-économique des initiatives et entreprises de l'ESS.

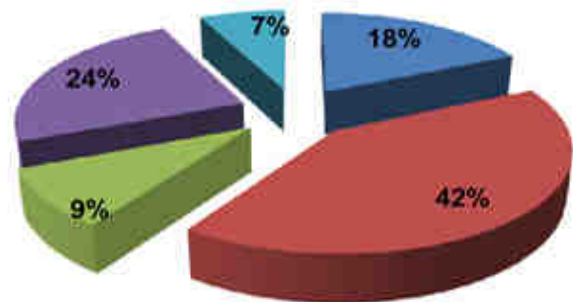
**2) Pour vous, l'appartenance à l'ESS se démontre d'abord par**

- le fait de s'y reconnaître et de s'en réclamer
- le choix d'un statut d'économie sociale
- des pratiques conformes à un faisceau de critères
- l'appartenance à un réseau reconnu d'ESS



**3) De votre point de vue, qu'est-ce qui caractérise le mieux une initiative de l'ESS**

- sa gouvernance démocratique
- son utilité sociale
- sa lucrativité nulle ou limitée
- son modèle économique pluriel
- son ancrage territorial



**Identité de l'ESS : travailler à un référentiel d'utilité sociale complémentaire aux statuts?**

Faire correspondre des pratiques à un faisceau d'indices pour fonder l'identité de l'ESS (67% des réponses à la question 2) ne peut que conforter la nécessité d'un débat sur l'articulation entre l'approche statutaire de l'ESS avec une approche fondée sur l'utilité sociale. La non lucrativité et la gouvernance démocratique, l'appartenance à un réseau ne semblent pas des critères suffisants pour caractériser l'ESS. L'utilité sociale (42% des sondés à la question 3) et un modèle économique pluriel (24%) doivent être intégrés dans la définition du champ.

Le débat n'est pas nouveau (cf. les travaux d'Alain Lipietz, de Jean Gadrey ou de Maurice Parodi). Il invite à une appropriation collective et critique des référentiels (labels, certifications, agréments) produits depuis 20 ans par de nombreux acteurs de l'ESS (notamment dans le commerce équitable, l'IAE, la finance solidaire ou le bio.) pour faire la démonstration du caractère solidaire, durable ou équitable de leur production. Ce travail doit aussi tirer un bilan des politiques territoriales qui ont fait de l'utilité sociale un des critères de soutien et de développement de l'ESS pour construire avec les réseaux de l'ESS un ou des référentiels nationaux d'utilité sociale comme y invite le rapport Vercamer.

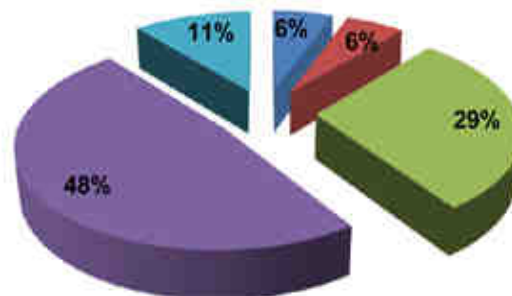
**4) Pour vous, le principal défi interne que doit relever l'ESS pour changer d'échelle, est de**

- développer le sentiment d'appartenance en son sein et faire mouvement
- développer les coopérations économiques entre ses acteurs et faire système
- améliorer ses pratiques démocratiques et se renouveler
- mieux rendre compte de ses spécificités et de son utilité sociale



**5) D'après vous, pour changer d'échelle, l'ESS doit d'abord et avant tout chercher à**

- compter sur ses propres forces
- établir un partenariat fort et durable avec l'Etat
- établir un partenariat fort et durable avec les collectivités locales
- s'appuyer sur les citoyens et la société civile



**Pour changer d'échelle, conforter les coopérations économiques au sein de l'ESS et s'appuyer sur une mobilisation citoyenne**

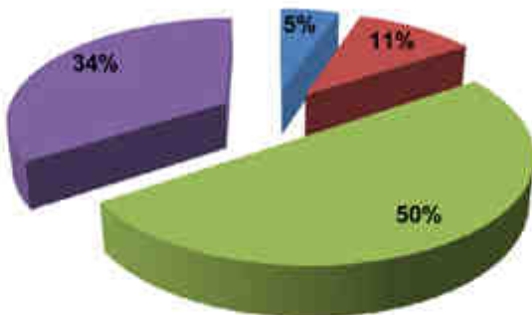
Les réponses aux questions 4 et 5 qui portent sur les conditions à remplir pour que l'ESS change d'échelle soulignent de manière équilibrée la double nécessité de relever d'abord en interne le défi économique par un renforcement des coopérations au sein de l'ESS (45% des sondés) et ensuite un défi politique externe qui passe par un ancrage citoyen et des alliances avec la société civile (48% sondés).

Comment interpréter cet appel à solidariser économiquement les acteurs de l'ESS ? Sans doute que, malgré les tensions internes, les liens entre les différents acteurs et entreprises de l'ESS et leur sentiment d'appartenance sont avant tout institutionnels ou politiques avant d'être économique. L'affichage statistique du poids des différentes familles, la construction d'une représentation institutionnelle nationale comme de regroupements territoriaux ou encore la reconnaissance des spécificités de l'ESS dans les politiques publiques conduisent encore insuffisamment sur de réelles logiques d'échanges, de mutualisations ou de structuration économique par filières ou par territoires.

Autre défi, s'appuyer sur la société civile et la citoyenneté apparaît comme prioritaire par rapport aux partenariats avec les collectivités locales ou les alliances avec les entreprises « classiques ». Face aux risques permanents d'instrumentalisation par les pouvoirs publics et de banalisation par le marché, la sensibilisation et l'engagement des citoyens semblent primordiales tant pour faire émerger une nouvelle génération d'entrepreneurs et de militants-bénévoles que pour renouveler les pratiques démocratiques de l'ESS.

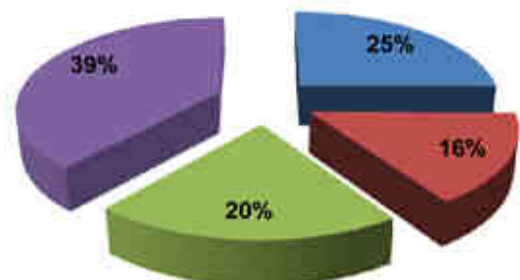
**6) Pour vous, la priorité des élus locaux pour développer l'ESS doit être de**

- consolider et développer les politiques spécifiques de l'ESS
- construire des partenariats pour l'ESS entre collectivités de différents niveaux
- inscrire l'ESS dans l'ensemble des politiques de la collectivité
- faire évoluer les politiques de droit commun en s'inspirant des valeurs et bonnes pratiques de l'ESS



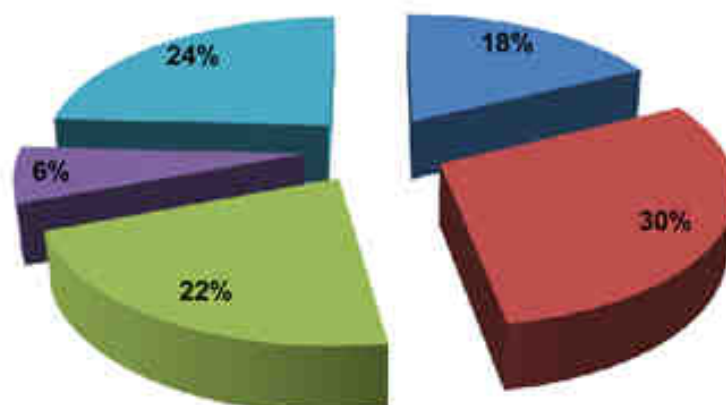
**7) Pour vous, la meilleure façon dont l'Etat peut porter une politique en faveur de l'ESS consiste à mettre en place**

- un Forum de type « Grenelle » impliquant ESS, Etat, collectivités... pour construire un plan à 10 ans
- une administration spécifique, de type Délégation interministérielle, avec des moyens ad hoc
- un Secrétariat d'Etat « pour une économie responsable et solidaire », incluant les enjeux ESS
- des « Unités ESS » dans des Ministères (économie, travail, écologie, santé, éducation ...)



**8) A la lumière des travaux du Labo et de votre propre réflexion, selon vous, pour changer de cap la prochaine étape du mouvement doit être**

- faire reconnaître l'ESS comme un acteur à part entière de l'intérêt général
- obtenir un usage systématique de critères sociaux et écologiques dans les leviers économiques publics (marchés publics, aides publiques, législations bancaires...)
- diffuser l'ESS dans l'ensemble du système éducatif, la faire connaître et faire émerger une nouvelle génération d'acteurs
- augmenter significativement les financements publics et privés disponibles pour consolider et développer l'ESS dans la durée
- modifier les indicateurs de richesse et de performance utilisés par les pouvoirs publics et par les entreprises



## **Vers une politique nationale de l'ESS reposant sur un dialogue renouvelé avec l'Etat et un ancrage institutionnel transversal de l'ESS**

Alors qu'une politique nationale de l'ESS fait aujourd'hui défaut, maintenir telle quelle une administration spécifique, de type Délégation interministérielle, avec des moyens ad hoc ne s'avère pas pour une majorité d'Internautes à la hauteur d'une réelle prise en compte de l'ESS dans les politiques publiques.

39% des sondés plaident pour une approche plus transversale avec des unités ESS dans les ministères clés (économie, travail, écologie, santé, éducation...). 25% sont favorables à l'organisation d'un Forum de type « Grenelle » impliquant ESS, Etat, collectivités locales... pour construire un plan à 10 ans. Cette approche ouverte, publique et inclusive n'est pas sans faire échos à l'idée d'Etats généraux de l'ESS proposés par le Labo.

Le Labo de l'ESS  
30 mars 2010